



SYNTHÈSE THEMATIQUE

N° 95 - Juin 2021

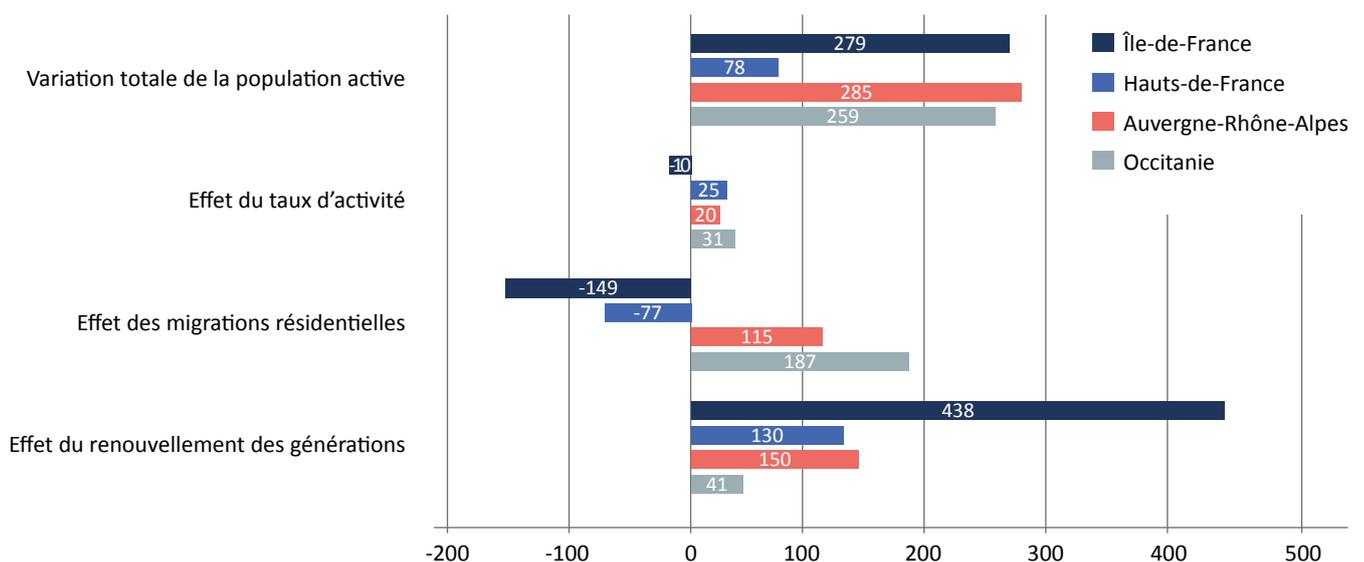
Note thématique du Service études, statistiques, évaluation de la DRIETS d'Île-de-France

De 2006 à 2016, une croissance de la population active portée en Île-de-France par les seniors

Entre 2006 et 2016, la population active francilienne croît de 4,7 %, à un rythme un peu moins soutenu qu'en France métropolitaine. En Île-de-France, le nombre d'actifs augmente essentiellement en raison du maintien en activité des générations importantes de baby-boomers. En particulier, le nombre d'actifs âgés de 55 ans ou plus augmente de 40 % au cours de cette période. Dans les régions plus au sud de la France, le nombre d'actifs augmente aussi mais du fait des migrations résidentielles.

Ces mécanismes d'accroissement de la population active diffèrent au sein des territoires de l'Île-de-France. Dans les franges est et sud, la progression est surtout portée par l'installation des actifs seniors. Dans l'ouest parisien et les Yvelines, la population active s'accroît plus faiblement, en raison notamment de la présence de jeunes de moins de 25 ans demeurant plus longtemps en études.

Graphique 1 : Évolution de la population active entre 2006 et 2016 selon une approche socio-démographique en milliers



Lecture : la population active occupée de l'Île-de-France a augmenté de 279 000 personnes entre 2006 et 2016.

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2016.

En 2016, un actif français sur cinq réside en Île-de-France, soit près de 6 200 000 personnes actives. La surreprésentation des actifs dans la région capitale s'explique de deux manières. La part des personnes de 15 à 65 ans, en âge de travailler, y est plus importante qu'en France métropolitaine (66 % contre 62 %) mais leur **taux d'activité**, toutes tranches d'âges confondues, est aussi plus élevé (51 % contre 47 %) (**sources**).

Entre 2006 et 2016, la **population active occupée** francilienne s'accroît de 279 000 actifs, soit + 4,7 % contre + 5,2 % à l'échelle nationale. Seules les régions Auvergne-Rhône-Alpes (+ 285 000 actifs) et Occitanie (+ 259 000 actifs) enregistrent des progressions comparables en volume (**figure 1**). Avec l'Île-de-France, ces régions concentrent 55 % de la croissance des actifs en France métropolitaine sur la période.

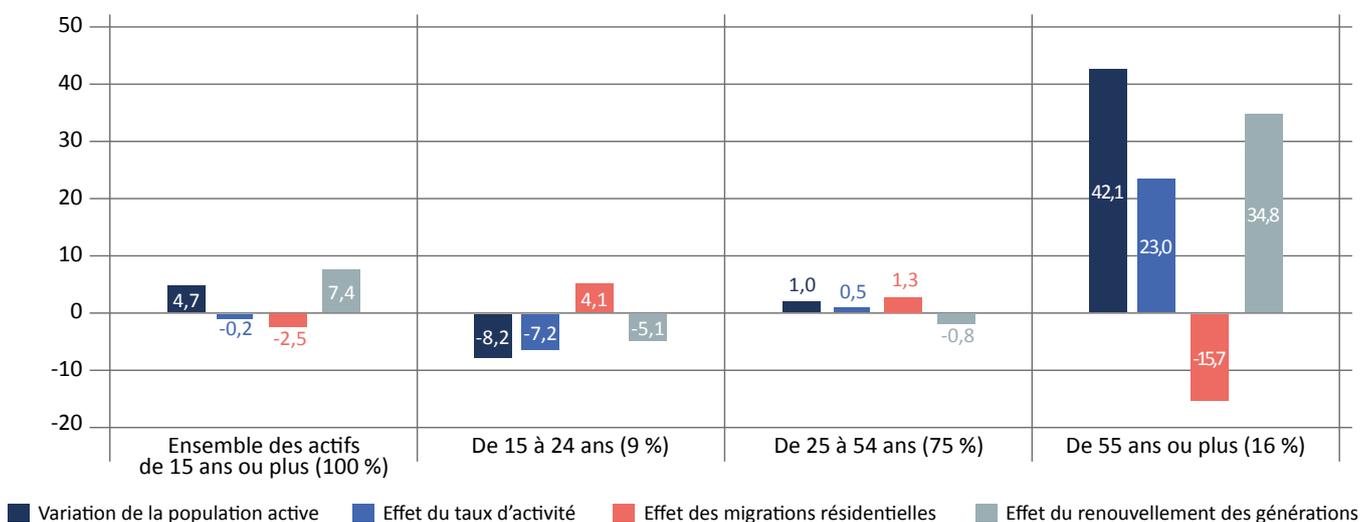
Quelle que soit la région, plusieurs mécanismes expliquent les variations de la population active résidente : le renouvellement des générations - c'est-à-dire le solde des entrées de jeunes dans la vie active et des sorties des plus anciens -, l'évolution du taux d'activité à chaque âge et enfin les migrations résidentielles (solde des arrivées et départs des actifs résidents). En Île-de-France, la croissance de la population active est portée exclusivement par le renouvellement des générations (+ 438 000 actifs). L'effet du taux d'activité, structurellement haut, est marginal et les échanges migratoires avec le reste du pays sont largement déficitaires, à l'image des Hauts-de-France. Les migrations résidentielles pèsent ainsi

négativement sur la population active francilienne, de l'ordre de 150 000 actifs en moins en dix ans. En Occitanie et, dans une moindre mesure, en Auvergne-Rhône-Alpes, les migrations résidentielles constituent à l'inverse un moteur important de la hausse de la population active.

Des évolutions contrastées selon les classes d'âges

En Île-de-France, la progression des actifs entre 2006 et 2016 s'explique par la hausse de l'âge moyen de départ à la retraite conjuguée avec le vieillissement de la population. Ainsi, le nombre d'actifs de 55 ans ou plus progresse fortement, de 42 % (soit + 286 000 actifs) en dix ans, alors que, durant la même période, la population de cette classe d'âges n'augmente que de 17 %. D'une part, les générations de la fin du baby-boom qui atteignent ces âges sont plus nombreuses que les générations précédentes à sortir de la vie active, ce qui conduit à une forte contribution au renouvellement des générations (+ 35 %). D'autre part, le taux d'activité de ces seniors est en forte hausse (il passe de 26 % à 31 %) : il s'agit, en grande partie, de l'effet des réformes successives des régimes de retraite, lesquelles ont conduit à un recul de l'âge légal de départ à la retraite et ont limité les départs à la retraite anticipée. Finalement, le renouvellement démographique (+ 35 %) et l'activité plus fréquente des seniors (+ 23 %) compensent largement l'effet négatif des migrations résidentielles (- 16 %).

Graphique 2 : Taux de variation de la population active occupée selon la classe d'âges et l'approche socio-démographique, en Île-de-France, entre 2006 et 2016 (en %)



Lecture : la population active âgée de 55 ans ou plus représente 16 % de la population active totale en 2016 et a augmenté de 42,1 % entre 2006 et 2016.
Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2016.

Plus d'actifs seniors mais aussi plus de demandeurs d'emploi de 55 ans ou plus

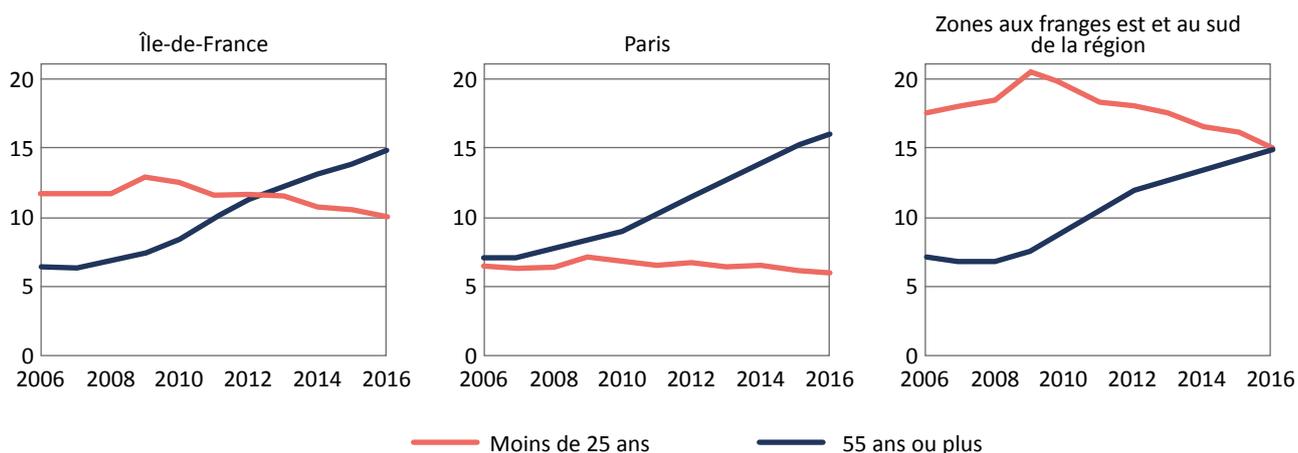
En Île-de-France, le poids relatif des seniors a plus que doublé entre 2006 et 2016, passant de 6,5 % à 14,8 % des effectifs de **demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) (figure)**. Cela résulte de multiples facteurs : en premier lieu, l'arrivée à ces âges des générations massives du baby-boom, ensuite, des changements de politiques publiques en matière de retraite et de préretraite, et enfin la suppression de dispense de recherche d'emploi pour les personnes âgées de 50 ans ou plus, lesquelles mettent plus de temps à retrouver du travail que les plus jeunes.

À l'opposé, le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue entre 2006 et 2016 : deux fois plus nombreux que les seniors parmi les demandeurs d'emploi en 2006, ils sont une fois

et demi moins présents que leurs aînés en 2016. L'allongement de la durée des études réduit les rangs de jeunes actifs de moins de 25 ans, ce qui diminue leur poids relatif parmi les demandeurs d'emploi.

Mais la situation varie selon les territoires de la région. Ainsi à Paris, dès 2006, les demandeurs d'emploi âgés de 15 à 24 ans étaient moins nombreux que les demandeurs seniors. Durant les dix années suivantes, l'écart se creuse fortement entre des jeunes de moins en moins présents sur le marché du travail et des seniors qui y demeurent. À l'est et au sud de l'Île-de-France, en revanche, dans les zones résidentielles pour les seniors, les jeunes entrent plus tôt sur le marché du travail et se trouvent plus nombreux parmi les DEFM, comparativement aux autres territoires. Il faut attendre 2016 pour que les demandeurs d'emploi seniors « rattrapent » en nombre les moins de 25 ans.

Part des DEFM âgés de 15 à 24 ans et de 55 ans ou plus dans l'ensemble des DEFM, entre 2006 et 2016



Lecture : en 2006, les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de moins de 25 ans représentaient 11,7 % des DEFM de l'Île-de-France. En 2016, ils ne représentent plus que 10,0 % des DEFM de la région.

Sources : Pôle emploi - Dares, STMT.

La forte progression de la population active des seniors induit des tensions sur le marché du travail et en particulier une forte croissance de la demande d'emploi chez les 55 ans ou plus (**encadré**).

La situation des jeunes actifs (âgés de 15 à 24 ans) apparaît symétrique de celle des seniors. Ainsi, alors que la population des jeunes baisse de 1,1 % entre 2006 et 2016, celle des jeunes actifs diminue de 8,2 % (- 52 000). Cela tient en partie à un moindre renouvellement des générations, dont l'effet contribue négativement à la variation de population active (- 5,2 %) (**figure 2**). En outre, leur taux d'activité diminue de 3 points en dix ans, passant de 37 % à 34 %. Cette baisse des jeunes actifs peut s'expliquer par des poursuites

d'études plus fréquentes, dans un contexte où la région affiche les taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur les plus élevés des régions françaises. En revanche, les échanges migratoires avec les autres régions sont bénéficiaires pour les jeunes Franciliens. La région continue donc d'attirer les actifs les plus jeunes, notamment grâce aux nombreuses opportunités professionnelles qu'elle offre en début de carrière.

Pour les actifs âgés de 25 à 54 ans, qui constituent de loin les plus gros effectifs (75 % de la population active francilienne), les évolutions sont peu marquées. Les trois composantes de l'évolution sont stables, qu'il s'agisse des effets du renouvellement générationnel, du taux d'activité ou des migrations résidentielles.

À une échelle géographique plus fine, la population active n'augmente pas uniformément sur la période. Cinq profils de territoires peuvent être mis en évidence, issus de l'analyse détaillée des évolutions de population active sur les actifs âgés de 15 à 24 ans (jeunes) et ceux âgés de 55 ans et plus (seniors) (**figure 3**).

Au sud de Paris, des territoires dans la dynamique régionale

Les mécanismes explicatifs de l'évolution du marché du travail des établissements publics territoriaux (EPT) du sud de Paris et de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de Saclay sont proches de ceux observés en moyenne dans la région. La population des actifs âgés de 55 ans ou plus augmente fortement (+ 45,5 % en moyenne en dix ans), ce qui entraîne une hausse globale de la population active. Comme à l'échelle régionale, cette progression est principalement due au vieillissement de la population et à l'élévation du taux d'activité aux âges élevés.

Aux franges est et sud de l'Île-de-France : attractivité résidentielle pour les seniors

Entre 2006 et 2016, dans les zones d'emploi aux franges est et sud de la région, la population active des seniors augmente très fortement (+ 58 %) (**figure 4**). Outre la

forte progression naturelle de la population résidente âgée de 55 ans ou plus (+ 22,2 % en dix ans contre + 17,3 % en Île-de-France) et de son taux d'activité (de 20 % en 2006 à 26 % en 2016), ces territoires sont plus attractifs d'un point de vue résidentiel que le reste de la région. En conséquence, une part importante des actifs seniors résidant dans ces territoires n'y travaillent pas : sur 31 000 seniors en emploi qui y habitent, 14 000 exercent leur profession dans le reste de la région, une proportion supérieure à la moyenne régionale.

Au nord et à l'est de Paris, les mobilités résidentielles des seniors freinent la hausse de la population active

Au nord et à l'est de Paris, le nombre d'actifs seniors progresse également fortement (+ 54 %). Si cette population connaît une évolution proche de celle des territoires aux franges est et sud (+ 23 %), ces deux zones ne présentent pas la même attractivité résidentielle. Au contraire, le nombre de seniors qui déménagent hors de cette zone est plus élevé qu'ailleurs en Île-de-France. Ainsi, ces territoires du nord et de l'est de Paris suivent une dynamique proche de celle de la région, mais avec des effets négatifs accentués sur les migrations résidentielles. En outre, la population active âgée de 15 à 24 ans décroît plus fortement (- 11 %) que la moyenne régionale (- 8 %).

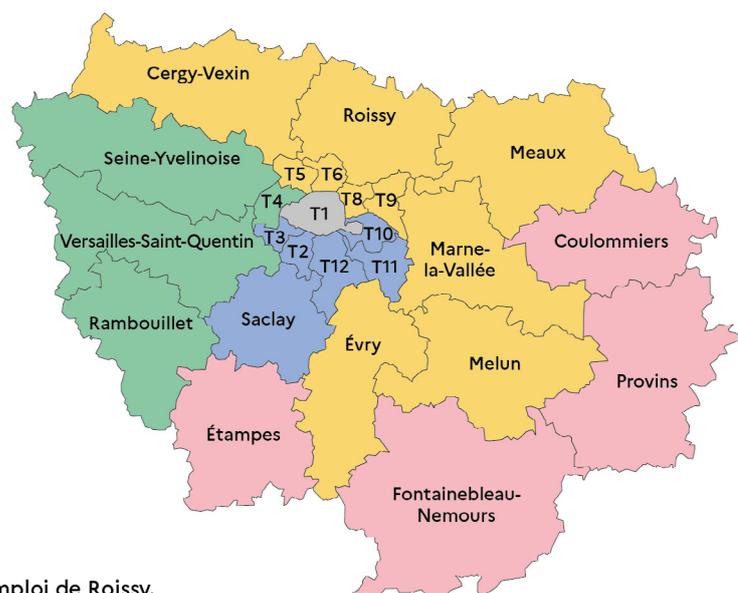
Graphique 3 : Les zones d'emploi et EPT franciliens selon leur dynamique du marché du travail

Les zones d'emploi* franciliennes selon leur dynamique du marché du travail

- Sud de Paris
- Franges est et sud de la région
- Nord et est de Paris
- Ouest de Paris
- Paris

* La zone d'emploi de Paris est découpée par établissement public territorial (EPT) :

- T1 - Paris
- T2 - Vallée Sud Grand Paris
- T3 - Grand Paris Seine Ouest
- T4 - Paris Ouest La Défense
- T5 - Boucle Nord de Seine
- T6 - Plaine Commune
- T8 - Est Ensemble
- T9 - Grand Paris Grand Est
- T10 - Paris Est-Marne & Bois
- T11 - Grand Paris Sud Est Avenir
- T12 - Grand-Orly Seine Bièvre
- Le T7 - Paris Terres d'Envol fait partie de la zone d'emploi de Roissy.



© IGN-Insee 2021

Lecture : la zone d'emploi de Rambouillet fait partie des territoires de l'ouest de Paris où l'évolution très modérée de la population active en 10 ans s'explique par la baisse du nombre de jeunes actifs.

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2016.

À l'ouest de Paris, l'entrée plus tardive des jeunes sur le marché du travail entraîne une moindre hausse de la population active

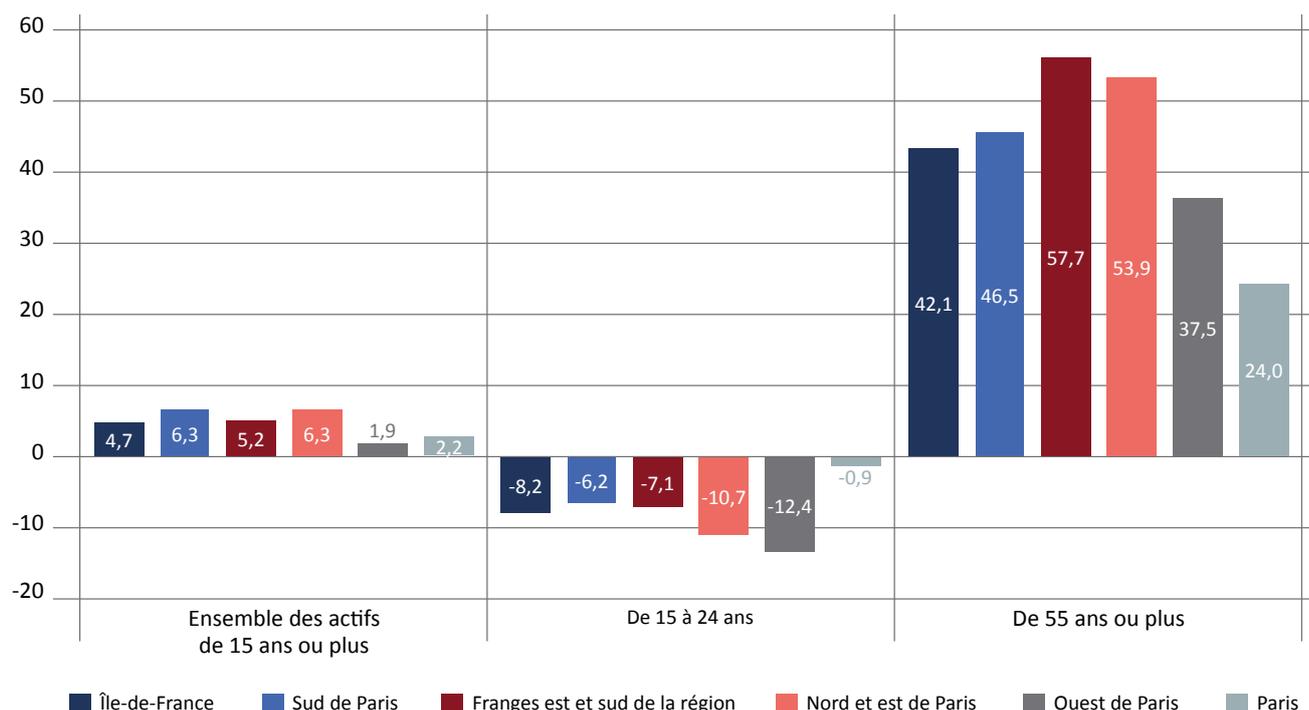
Dans les territoires à l'ouest de Paris, la baisse du nombre d'actifs âgés de 15 à 24 ans est plus marquée que dans le reste de la région (- 12 % contre - 8 %). Le nombre d'emplois occupés par de jeunes actifs diminue aussi plus fortement dans l'ouest parisien que sur l'ensemble de la région (- 20 % contre - 14 %). Cette chute atteint même - 26 % pour l'EPT de Paris Ouest La Défense. Cela s'explique en partie par l'allongement de la durée des études : dans ces territoires, 60 % des jeunes de 15 à 24 ans sont encore élèves, étudiants ou stagiaires en 2016, soit trois points de plus que sur l'ensemble de la région. Cette proportion n'était que de 57 % en 2006. La durée des études des jeunes résidant dans l'ouest parisien est en lien avec les emplois que les actifs âgés de 15 à 24 ans occupent dans ces territoires : parmi les jeunes en emploi, un sur dix y occupe un emploi d'ingénieur ou de cadre d'entreprise, contre un sur douze à l'échelle régionale.

À Paris, les arrivées de jeunes actifs sont le moteur de la progression de la population active

Contrairement au reste de la région, le nombre d'actifs âgés de 15 à 24 ans ne diminue presque pas à Paris entre 2006 et 2016 (- 0,9 %) : la capitale demeure attractive du fait des opportunités professionnelles qu'elle offre en début de carrière. Au cours de la période, Paris accueille chaque année davantage de jeunes actifs qu'il en part. À titre d'exemple, 36 000 jeunes de 15 à 24 ans venant d'un autre département de France métropolitaine se sont installés à Paris entre 2015 et 2016, alors que seulement 23 000 ont fait le trajet inverse. Paris reste cependant l'une des zones de la région où l'évolution de la population active est la plus faible entre 2006 et 2016 (+ 2,2 %). Le nombre d'actifs de 55 ans ou plus n'augmente que de 24 % sur Paris. Le taux d'activité des seniors à Paris était déjà élevé (30 %) en 2006 et n'augmente donc ensuite que modérément. Enfin, bien que, durant cette période, le nombre d'emplois occupés par des seniors à Paris augmente fortement (+ 44 %), ces seniors sont également plus nombreux à résider en dehors de la capitale : en 2016, 55 % des seniors en emploi à Paris n'y résident pas.

Sébastien Biju-Duval, Jean-Philippe Martin (Insee), Denise Bauer (Drieets), Renaud Roger (l'Institut Paris Region)

Graphique 4 : Évolution totale du nombre d'actifs occupés selon deux tranches d'âges et selon les cinq groupes de zones d'emploi, entre 2006 et 2016, en Île-de-France (en %)



Lecture : En Île-de-France, la population active a augmenté de 4,7 % en dix ans.
Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2016.

Encadré Méthodologique

Pour analyser l'évolution de la population active sur une période et sur un territoire donné, deux approches complémentaires sont possibles :

- Soit une décomposition de cette évolution selon l'approche socio-démographique qui identifie trois contributions à l'évolution de population active : un effet démographique (renouvellement des générations) ; un effet du taux d'activité ; un effet des migrations résidentielles (solde des départs et des arrivées des résidents sur le territoire). C'est l'approche qui a été privilégiée dans cette publication.
- Soit une approche « marché du travail », qui décompose l'évolution de la population active sur le territoire et durant la période suivant trois soldes : l'évolution du nombre d'emplois au lieu de travail ; l'évolution du nombre de chômeurs ; l'évolution du solde de navettes domicile-travail.

La maille territoriale retenue pour la classification statistique est celle des zones d'emploi et des établissements publics territoriaux (EPT) pour la zone d'emploi de Paris. La classification de ces territoires est issue de deux méthodes statistiques : une analyse en composantes principales (ACP) suivie d'une classification ascendante hiérarchique (CAH), toutes deux prenant en compte les décompositions de la population active évoquées ci-dessus, d'une part pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans et d'autre part pour les seniors âgés de 55 ans ou plus.

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emplois. Ce zonage est défini à la fois pour la France métropolitaine et les DOM.

Définitions

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (personnes en emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

La population active correspond au nombre de personnes en emploi ou au chômage.

La population active occupée (ou population active ayant un emploi) comprend, au sens du recensement de la population, les personnes qui déclarent être dans l'une des situations suivantes : exercer une profession (salariée ou non), même à temps partiel ; aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ; être apprenti, stagiaire rémunéré ; être chômeur tout en exerçant une activité réduite ; être étudiant ou retraité mais occupant un emploi.

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Sources

Les données sont issues de l'exploitation principale des recensements de la population de l'Insee de 2006 et de 2016.

Pour en savoir plus

- **Fauret C., Lebeau F.**, « Les nouvelles zones d'emploi franciliennes : principalement métropolitaines ou résidentielles », *Insee Analyses Île-de-France* n° 120, septembre 2020.
- **Bayardin V., Mosny E., Tissot I.**, « L'insertion professionnelle des jeunes en Île-de-France : meilleure qu'en province pour les plus diplômés, moins bonne pour les détenteurs du seul bac », *Insee Analyses Île-de-France* n° 116, mai 2020.
- **Bauer D., Calvier C., Chometon É., Grolleau C., Louchart Ph., Pichard L., Wittmann A.-L.**, « Deux fois plus de seniors dans la population active francilienne à l'horizon 2035 », *Insee Analyses Île-de-France* n° 95, avril 2019.
- **Tizi B.**, « Les seniors franciliens quittent la région à un âge plus tardif », *Insee Flash Île-de-France* n° 33, septembre 2018.

Directeur de la publication : Gaëtan Rudant
Etude et rédaction : Service Etudes Statistiques Evaluation
Réalisation et diffusion : Service communication
Conception graphique et mise en page : Emmanuelle Seguin
N° ISSN : 1767 - 9877

Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19-21 rue Madeleine Vionnet - 93300 Aubervilliers
Tél. 01 70 96 13 00